

28. JAN. 1994

*UFG*

# FCC EXPERTISE ET CONSEIL



Société Anonyme  
au capital de 250 000 francs

Siège social :  
52 rue Pottier - 78150 LE CHESNAY



## STATUTS

(mis à jour le 5 novembre 1993)

*Bon pour copie certifiée  
encre et originale*

## **Article 1er - Forme**

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme régie par les lois en vigueur sur les sociétés anonymes, ainsi que sur l'organisation et l'exercice de la profession d'expert-comptable et de Commissaire aux comptes, ainsi que par les présents statuts.

## **Article 2 - Dénomination sociale**

La dénomination sociale est : F.C.C. EXPERTISE ET CONSEIL

La dénomination sociale est toujours accompagnée de la mention "Société Anonyme d'expertise Comptable" et de l'indication de l'inscription au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables"

### **Article 3 - Objet**

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 12 août 1969, et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

### **Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé : 52 rue Pottier - 78150 LE CHESNAY.

### **Article 5 - Durée**

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

### **Article 6 - Formation du capital**

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports de numéraire et sont libérées intégralement à la souscription.

La somme totale versée par les actionnaires, soit 250 000 francs est déposée à la SDBO, 42 avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui a délivré, à la date du 20 janvier 1988 le certificat prescrit par la loi, sur présentation de la liste des actionnaires mentionnant les sommes versées par chacun d'eux établie par Mademoiselle Catherine ARMENGAU et annexée à chacun des originaux des présentes.

M

#### **Article 7 - Avantages particuliers**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

#### **Article 8 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de 250 000 francs.

Il est divisé en 2 500 actions d'une seule catégorie de 100 francs chacune.

#### **Article 9 - Forme des actions - Liste des actionnaires - Répartition des actions**

Les actions sont nominatives.

La liste des actionnaires sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

La majorité des actions doit toujours être détenue par des experts-comptables inscrits au Tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient détenir des actions de la présente société, celles-ci n'entreont en ligne de compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que les experts-comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant son capital.

Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes et les trois quarts des actionnaires doivent être commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation de la présente société, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

## Article 10 - Augmentation ou réduction du capital et négociation des rompus

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 9 sur les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 7 - 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966..

## Article 11 - Transmission des actions

- I. La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés ou l'inscription de la mention modificative à la suite d'une augmentation de capital. En outre, sous réserve des exceptions résultant des dispositions légales en vigueur, les actions représentant des apports en nature ne sont négociables que deux ans après la mention de leur création au Registre du Commerce et des Sociétés. Pendant cette période de non négociabilité, leur propriétaire ne peut disposer que par les voies civiles, à titre gratuit ou onéreux, des droits attachés à ces titres.

- II. Toutes cessions ou mutations d'actions au profit d'une personne ayant déjà la qualité d'actionnaire s'effectuent librement sous réserve qu'elles ne portent pas atteinte aux règles énoncées à l'article 9 et concernant les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

Toutes autres transmissions, à quelque titre que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent pour devenir définitives, être autorisées par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 7 - 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966.

- III. En cas de transmission entre vifs, la demande d'agrément qui doit être notifiée à la société indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux.

Le conseil doit notifier son agrément ou son refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. Le conseil n'est jamais tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Si l'agrément est donné, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur les justifications requises par les dispositions en vigueur.

Si l'agrément est refusé, le conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions par une ou plusieurs personnes, actionnaires ou non, choisies par lui. Il doit notifier au cédant le nom des personnes désignées par lui, l'accord de ces dernières et le prix proposé. L'achat n'est réalisé, avant expiration du délai ci-dessus, que s'il y a accord sur le prix.

A défaut d'accord constaté par tout moyen dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément, le prix est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des Cours et Tribunaux, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de cette expertise sont supportés par moitié par le cédant et par la société.

Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant pour obtenir cette expertise quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession.



Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les actions qui en faisaient l'objet.

Avec le consentement du cédant et son accord sur le prix, le conseil peut également, dans le même délai de trois mois à compter de la notification de son refus d'agrément, faire acheter les actions par la société elle-même, si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

- IV. En cas de mutation par décès, les dispositions du § III s'appliquent aux héritiers et ayants-droit du titulaire des actions, lorsqu'ils doivent être agréés comme actionnaires ; ces héritiers et ayants-droit sont tenus de présenter toutes justifications de leurs qualités. Le refus d'agrément ne leur laisse, à défaut d'accord sur le prix, que la possibilité de demander l'expertise.
- V. Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, à la demande de la société par ordonnance non susceptible de recours du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.
- VI. En cas d'augmentation de capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation du conseil d'administration suivant les distinctions faites pour la transmission des actions elles-mêmes.
- VII. Les notifications des demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues au présent article sont toutes faites par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- VIII. Toute admission d'un nouvel actionnaire étant soumise à l'agrément du conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article 7 - 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement d'actions ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties.

## **Article 12 - Exclusion d'un professionnel actionnaire**

Le professionnel actionnaire radié du Tableau de l'Ordre des experts-comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses actions afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 9 pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres actionnaires. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

## **Article 13 - Indivisibilité des actions**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, l'inscription sur les registres sociaux mentionne le nom d'usufruitier et du ou des nus-propriétaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Les actions indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 9, alinéas 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont suivant la règle à appliquer experts-comptables ou commissaires aux comptes.



#### **Article 14 - Droits et obligations attachés aux actions**

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils exécutent au nom de la société.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

#### **Article 15 - Conseil d'Administration**

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de douze au plus.

Les trois quarts au moins des administrateurs en fonction doivent être experts-comptables, inscrits à l'Ordre et commissaires aux comptes inscrits sur la liste de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin dès que celui-ci a atteint l'âge de 65 ans.

M

## **Article 16 - Président et Directeurs Généraux**

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un Président.

Sur la proposition de celui-ci, il peut nommer un Directeur Général ou deux Directeurs généraux dans les conditions prévues par la loi.

Le Président du Conseil d'Administration doit être un expert-comptable, à moins que le ou les Directeurs généraux ne soient choisis parmi les actionnaires experts-comptables.

Le Président du Conseil d'Administration, le ou les Directeurs généraux doivent être des commissaires aux comptes.

Le Président du Conseil d'Administration assume sous sa responsabilité la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Le ou les Directeurs généraux disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ces pouvoirs peuvent être limités par le conseil d'administration sans que cette limitation soit opposable aux tiers.

La limite d'âge des fonctions de Président et, éventuellement, de Directeur Général est fixée à 65 ans.

## **Article 17 - Assemblées d'actionnaires**

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

H

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment, soit à main levée, soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

#### **Article 18 - Droit de communication des actionnaires**

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de leurs droits.

#### **Article 19 - Année sociale**

L'année sociale commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

#### **Article 20 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

M

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale qui, sur proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

#### **Article 21 - Contestations**

En cas de contestation, soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les actionnaires, les administrateurs, les liquidateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables.

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**DÉCLARATION SOUSCRITE  
en application de l'article 53  
du décret 84-406 du 30 mai 1984**

Je soussigné Monsieur André CRESTEIL  
demeurant 28 rue François Couperin - 78370 PLAISIR

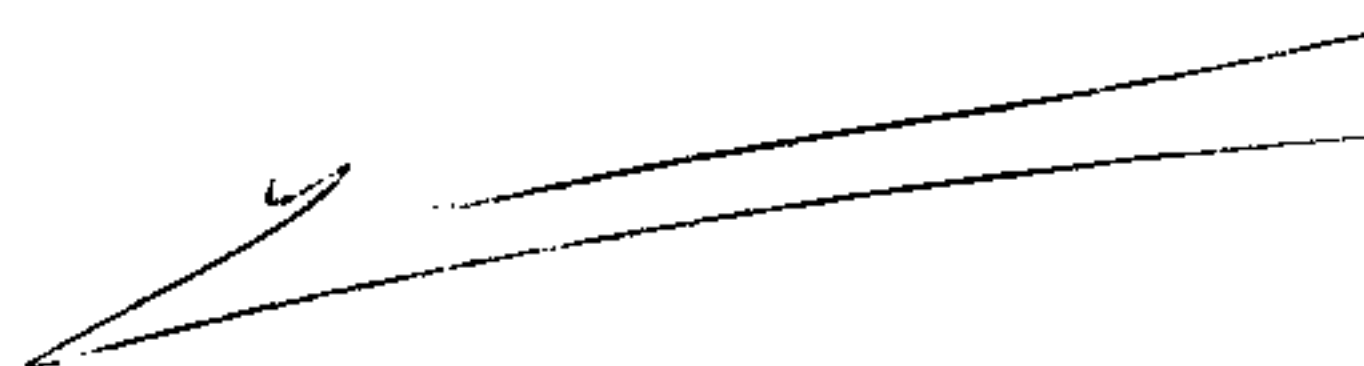
Agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration de la société FCC  
EXPERTISE ET CONSEIL, Société Anonyme au capital de 250 000 Francs, immatriculée  
au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 348 461 443.

Déclare et atteste que le siège social de la société FCC EXPERTISE ET CONSEIL est fixé  
depuis l'origine 23 rue de Lübeck - 75116 PARIS sans aucun transfert jusqu'à ce jour.

Fait à Le Chesnay,

Le 15 Janvier 94

*Bon pour copie certifiée conforme à l'original*



**André CRESTEIL**  
**Président du Conseil d'administration**



## DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

(souscrite en application de l'article 6  
de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales)

Le soussigné Monsieur André CRESTEIL,  
demeurant 28 rue François Couperin - 78370 PLAISIR

Agissant tant en sa qualité d'administrateur que de mandataire des autres membres du  
Conseil d'Administration désignés ci-après :

- Monsieur Thierry BELLOT demeurant 6 rue Mallet Stevens
- Monsieur Jean-Michel MATT demeurant 43 rue des Prairies - 75020 PARIS
- Monsieur Yves KERVEILLANT demeurant 30 rue de la Bourboule - 78150 LE CHESNAY

En vertu des mandats ci-annexés reçus conformément aux dispositions de l'article 5-1 du  
décret du 23 mars 1967,

Relate ci-après les opérations effectuées, puis fait les déclarations suivantes, en  
application des dispositions de l'article 6 de la loi du 24 juillet 1966 :

Aux termes du procès-verbal des délibérations d'une Assemblée Générale Mixte,  
Ordinaire et Extraordinaire régulièrement convoquée et tenue le 5 novembre 1993, les  
actionnaires ont décidé :

- de remplacer à compter du 5 novembre 1993 la dénomination sociale "FCC  
EXPERTISE" par "FCC EXPERTISE ET CONSEIL", et de modifier en conséquence l'article 2  
des statuts.
- de supprimer de l'objet social tout ce qui concerne l'activité de Commissaire aux  
Comptes, à compter du 5 novembre 1993 et de modifier en conséquence les articles 3,  
9, 10, 12, 15 et 16 des statuts.
- de transférer le siège social du 23 rue de Lubeck - 75017 PARIS au 52 rue Pottier -  
78150 LE CHESNAY à compter du 5 novembre 1993, et de modifier en conséquence  
l'article 4 des statuts.

L'avis prévu par l'article 287 du décret 23 mars 1967 a été publié en date du 18-19-20  
décembre 1993 dans LE PUBLICATEUR LÉGAL, journal habilité à recevoir les annonces  
légales dans le département de l'ancien siège social, et en date du 23 décembre 1993  
dans Les Petites Affiches de Seine et Oise journal habilité à recevoir les annonces légales  
dans le département du nouveau siège social.

Deux copies certifiées conformes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée  
Générale Mixte, Ordinaire et Extraordinaire du 5 novembre 1993 et des statuts mis à  
jour ainsi que deux exemplaires de la présente déclaration sont déposés au greffe du  
Tribunal de commerce de Versailles en vue d'une inscription modificative au Registre du  
commerce et des sociétés tenu par ledit greffe.

14

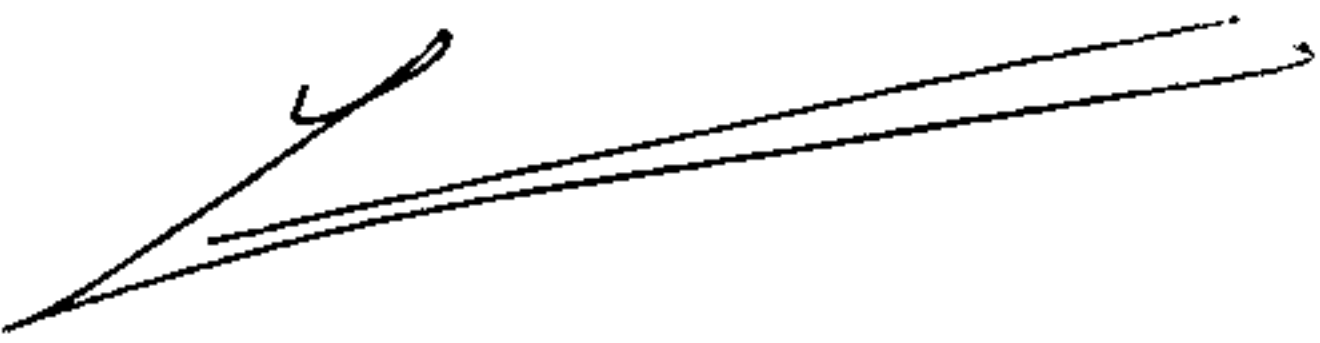
Une copie du journal d'annonces légales contenant l'avis d'insertion et un récépissé du dépôt des documents visés à l'alinéa précédent seront présentés en vue de l'inscription modificative.

Comme conséquence des déclarations qui précèdent, le soussigné affirme sous sa responsabilité et celle de ses mandants, et les peines édictées par la loi, que les opérations décrites ci-dessus ont été décidées et réalisées en conformité de la loi et des règlements.

Fait en triple exemplaire

Le

A

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned below the text 'A'.

**PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE  
DU 5 NOVEMBRE 1993**

L'an mil neuf cent quatre vingt treize,  
Le cinq novembre  
A neuf heures trente

Les actionnaires de la société sus-désignée, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, Ordinaire et Extraordinaire, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre simple adressée le 21 octobre 1993 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Gérard PICAULT, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Thierry BELLOT et Monsieur Jean-Michel MATT, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur André CRESTEIL est désigné comme secrétaire.

Monsieur Aimé PROUZET, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 21 octobre 1993, est absent, excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 2 500 actions sur les 2 500 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum des trois quarts requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée:

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,

11

- les formulaires de vote par correspondance,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Conseil d'Administration,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

***De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :***

- Nomination d'administrateurs.

***De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :***

- Modification de la dénomination sociale,
- Transfert du siège social,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Conseil d'Administration.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

**PREMIÈRE RÉOLUTION :**

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Yves KERVEILLANT, Expert Comptable, demeurant 30 rue de la Bourboule - 78150 LE CHESNAY, en qualité de nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Gérard PICAULT, démissionnaire pour la durée du mandat restant à courir.

**Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité,** Monsieur Yves KERVEILLANT, présent à l'assemblée déclare accepter le mandat d'administrateur qui vient de lui être confié en précisant qu'il n'est pas titulaire de plus de huit mandats d'administrateur et qu'il n'est frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer ce mandat.



## **DEUXIÈME RÉOLUTION :**

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Jean-Michel MATT, Expert Comptable, demeurant 43 rue des Prairies - 75020 PARIS, en qualité de nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Guy-Joël DRAY, démissionnaire pour la durée du mandat restant à courir.

**Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité**, Monsieur Jean Michel MATT, présent à l'assemblée déclare accepter le mandat d'administrateur qui vient de lui être confié en précisant qu'il n'est pas titulaire de plus de huit mandats d'administrateur et qu'il n'est frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer ce mandat.

## **TROISIÈME RÉOLUTION :**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide qu'à compter de ce jour la dénomination sociale sera "FCC EXPERTISE ET CONSEIL" au lieu de "FCC EXPERTISE".

**Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité**

## **QUATRIÈME RÉOLUTION :**

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 2 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

### **Article 2 - Dénomination sociale**

*La dénomination sociale est : F.C.C. EXPERTISE ET CONSEIL*

*La dénomination sociale est toujours accompagnée de la mention "Société Anonyme d'expertise Comptable" et de l'indication de l'inscription au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables"*

**Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité**

## **CINQUIÈME RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de transférer le siège social du 23 rue de Lübeck - 75017 PARIS, au 52 rue Pottier - 78150 LE CHESNAY, et ce à compter de ce jour.

**Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité**

## **SIXIÈME RÉOLUTION :**

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 4 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :



**Article 4 - Siège social**

*Le siège social est fixé : 52 rue Pottier - 78150 LE CHESNAY.*

*Le reste de l'article demeure inchangé.*

**Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité**

**SEPTIÈME RÉOLUTION :**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

**Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité**

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président	Les Scrutateurs		Le Secrétaire

Bon pour copie  
enforce et original

